

LA TURQUIE ENTRE DEUX MONDES

■ FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG ■

S'il est vrai, comme le disait Napoléon, que « les États ont la politique de leur géographie », la Turquie a une vocation naturelle à être un pont et un carrefour : entre l'Europe et l'Asie, la Méditerranée et l'Asie centrale, le Moyen-Orient et le monde russe. Passage obligé de la mer Noire à la Méditerranée, et de l'Asie Mineure aux Balkans, l'ancien Empire ottoman, qui succéda par la conquête à Byzance à la fin du XV^e siècle, se trouve tout naturellement au carrefour des religions comme à celui des civilisations.

L'histoire a souvent été rude pour la Turquie. Alors que l'Empire ottoman s'étendait jadis des steppes de l'Asie centrale et des sables d'Arabie jusqu'aux murailles de Vienne, sous lesquelles il fut repoussé en 1683 par les armées chrétiennes commandées par Jean Sobieski, la Turquie moderne se réduit essentiellement au plateau d'Anatolie et aux régions kurdes du sud-est, et ne compte plus en Europe que 3,5 % de sa superficie et 10 % de sa population, concentrée à Istanbul. La République turque fondée en 1923 par Mustapha

Kemal sur les ruines de l'Empire ottoman, défait lors de la première guerre mondiale et démembré par le traité de Sèvres de 1920, est une forme de négation de celui-ci. Kemal a en effet fondé une République à l'européenne, rassemblé une nation turque, jeté les bases d'un État laïc, pris les rênes d'une démocratie dirigée inspirée par les principes du « despotisme éclairé » cher aux tenants de la philosophie des Lumières. Il a, ce faisant, répudié le principe d'un empire multiethnique régi depuis la Sublime Porte, aboli le califat, tourné le dos à l'orientalisme de la société, résolument européanisé celle-ci, soumis l'islam à l'État et au principe de laïcité, et abandonné l'idée d'une mosaïque de peuples gouvernée avec un mélange de souplesse, de cruauté, de doigté et de nonchalance comme un ensemble décentralisé et déstructuré.

L'héritage kémaliste est un mélange d'occidentalisme, de laïcité, de nationalisme et de populisme. Les gardiens du temple sont les cadres d'une armée nationale qui reste l'institution la plus forte de la société, et apparaît comme la garante des valeurs de la République et des principes fondateurs de la nation turque. Mais voici que depuis les dernières années du XX^e siècle réapparaissent comme des forces nouvelles des pans entiers de l'héritage ottoman qui semblaient avoir été estompés par le kémalisme : l'islam, l'ambition de jouer un rôle de puissance régionale voire globale, les revendications minoritaires et le problème kurde, voire des relents du rêve pan-touranien qui agita jadis Enver Pacha et les Jeunes Turcs.

Des fantômes du passé se mêlent aux difficultés du présent. La société turque, en pleine évolution, portée depuis vingt ans par un développement économique remarquable, se trouve au confluent de courants souvent contraires. La Turquie d'aujourd'hui, fidèle à elle-même, à son histoire, à sa géographie, donne l'impression de se trouver au carrefour de voies très divergentes.

Maintien de la laïcité ou poussée de l'islamisme ? Réaffirmation du kémalisme, ou montée de la démocratie musulmane ? Entrée dans l'Union européenne, ou tentation néo-ottomane ? Maintien de l'alliance américaine et de l'ancrage occidental, ou tentation de jouer la carte de la puissance régionale ? Tels sont les principaux dilemmes qui paraissent aujourd'hui déchirer une société turque partagée entre ces tentations contradictoires.

Kémalisme et islamisme

Le Parti de la justice et du développement, connu sous ses initiales turques AKP, issu de la mouvance islamiste et dirigé par le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, ancien maire d'Istanbul, a conquis le pouvoir en 2002. Il s'est affirmé au détriment des partis du centre droit traditionnel, miné par ses divisions et discrédité par sa corruption, et d'un centre gauche faible et divisé. Il a gouverné prudemment et sous la surveillance étroite de l'armée et des tenants du kémalisme traditionnel en s'efforçant de rassembler autour d'une candidature à l'adhésion à l'Union européenne et à favoriser, dans les limites imposées par les institutions, un net retour de l'islam dans la société et dans la vie politique du pays.

Ce dernier élément l'a conduit tout naturellement à une épreuve de force avec les militaires kémalistes, qui a tourné à la crise constitutionnelle. L'élection à la présidence de la République en a été le prétexte. M. Erdoğan aurait dû en toute logique présenter sa candidature lorsque la fonction s'est trouvée vacante en 2007 : il a préféré, pour conserver les rênes du gouvernement, favoriser la candidature de son ministre des Affaires étrangères, M. Abdullah Gül, homme fort de l'AKP et tenant de l'islam dont l'épouse porte ostensiblement le voile en public. Cette candidature a été jugée comme une provocation par les gardiens de l'État kémaliste. Les plus hautes autorités de l'armée, sous la conduite du chef d'état-major en personne, ont dénoncé le danger que la désignation d'un islamiste militant ferait peser sur les institutions de la République, mobilisé les partis d'opposition et les tenants de la laïcité, et obtenu une décision de la Cour constitutionnelle, qui a invalidé le premier tour de l'élection présidentielle.

La Constitution turque disposant que le président de la République est élu par l'Assemblée, M. Erdoğan a immédiatement dissout celle-ci pour provoquer des élections anticipées. Il a simultanément déposé un projet de réforme constitutionnelle visant à faire élire le chef de l'État au suffrage universel direct. Ce pari risqué lui a rapporté un triomphe électoral spectaculaire : l'AKP a en effet remporté aux élections du 22 juillet 2007 un brillant succès, emportant 46,3 % des voix (contre 34 % en 2002) et une majorité absolue des sièges à l'Assemblée. En s'assurant de la neutralité du parti ultranationaliste MHP, M. Erdoğan est parvenu à faire élire dans la foulée, le 27 août,

à la majorité requise des deux tiers, M. Abdullah Gül à la présidence de la République.

Cette épreuve de force et la victoire ainsi remportée par M. Erdoğan dans son bras de fer avec les militaires kémalistes laissent des traces profondes dans la vie politique turque, et définissent le cadre dans lequel s'affrontent depuis lors les forces en présence. L'armée, qui jusqu'en 1960 sortait régulièrement de ses casernes pour contrôler le cours de la vie politique, ponctuée de coups d'État, n'en est pas sortie cette fois-ci, et s'est inclinée devant le succès de l'AKP. Elle laisse celui-ci mener ses réformes juridiques et constitutionnelles, tout en traçant avec netteté les lignes rouges (d'abord et avant tout le principe de la laïcité), et en laissant peser une menace sourde. M. Erdoğan et sa majorité, de leur côté, montrent qu'ils ne se laissent pas intimider. Ils dénoncent périodiquement les dérives de l'*establishment* kémaliste. Les derniers mois ont été marqués par la mise au jour d'un réseau factieux baptisé Ergenekon, sorte d'OAS à la turque regroupant anciens militaires de haut rang, agents de renseignement, personnalités obscures des médias et des cercles d'affaires liées aux milieux mafieux, personnalités de ce que la société turque appelle depuis toujours « l'État profond », émanation de la tendance ultranationaliste et des cadres kémalistes de l'armée. Des dizaines d'arrestations sont intervenues et l'enquête n'a cessé de s'étendre et de se développer, menant à un procès retentissant qui s'est ouvert à l'automne dernier. Il est clair que l'AKP exploite cette sombre affaire pour régler ses comptes avec l'*establishment* kémaliste et le tenir en lisière.

Cette rivalité entre les deux grandes forces en présence marque l'aboutissement d'une longue évolution de la société turque au cours de ces deux dernières décennies. Conservateur, pro-occidental, souvent partisan de la manière forte, le mouvement kémaliste a certes assuré l'entrée de la Turquie dans l'ère moderne, mais s'est érodé au fil du temps sous l'effet conjugué du développement économique, de l'émergence des classes moyennes, et des réformes rendues nécessaires par le désir de resserrer les liens avec l'Europe. Les années quatre-vingt ont été à cet égard décisives : l'ouverture des frontières, les progrès de l'éducation, l'enrichissement d'une partie de la bourgeoisie d'affaires, l'urbanisation accélérée ont entraîné un désir de réforme et de libéralisation de la vie publique comme de l'économie. La conscience politique s'est développée, et a remis en ques-

tion nombre des tabous du *credo* kémaliste : le sort des minorités, le port du voile, la question kurde, les spectres du passé (notamment l'obstination à nier le génocide arménien de 1915) sont désormais sujets à débats ouverts et passionnés.

L'espace ainsi libéré dans la vie politique turque a été fort bien rempli au fil des années quatre-vingt par un centre droit réformiste conduit, d'abord comme Premier ministre puis comme président, par M. Turgut Özal. C'est lui qui a su mener, avec la neutralité bienveillante de l'armée, la modernisation de la société turque dans cette époque de grand essor économique, lui aussi qui a intensifié l'effort de rapprochement avec l'Europe. Moins charismatiques, affaiblis par les divisions de leur parti et des scandales à répétition, ses successeurs Tansu Çiller (1993-1996) puis Mesut Yilmaz (1996-1999) ont progressivement lâché les rênes, mais leur passage au pouvoir aura été décisif : c'est en effet eux qui ont passé le flambeau du réformisme au parti musulman AKP, que l'on qualifie souvent en Occident de parti « islamiste modéré ».

Ce qualificatif – récusé avec vigueur, en Turquie même, par les partisans de M. Erdoğan, qui l'abhorrent – est trompeur. Il vient largement du fait que l'expérience de l'AKP a été précédée par une vraie parenthèse islamiste, conduite jusqu'en 1999 par M. Necmettin Erbakan. Pendant plusieurs décennies, celui-ci s'est fait le chantre de l'islamisme turc, répudiant le kémalisme, prônant la charia, recommandant la rupture avec l'Occident, prêchant contre l'Europe et préconisant un recentrage sur le Moyen-Orient. Cette voie a mené M. Erbakan à l'échec : son parti n'a jamais rassemblé plus de 20 % des suffrages et, éphémère Premier ministre, il fut contraint à la démission par l'armée, en 1999. C'est à la lumière de ce que furent son programme et son parti (le Refah), que l'AKP apparaît en effet comme un parti « islamiste modéré ». Il est certes islamiste au sens où il est favorable au libre jeu d'une certaine dose de religion dans la société, et d'un assouplissement d'une laïcité qu'il ne remet en cause qu'avec prudence et parcimonie, pour tenir compte de l'héritage kémaliste et de la surveillance de l'armée. Mais, à l'inverse du Refah, et plutôt à l'image de M. Özal, il est réformiste, libéral en économie et ouvertement pro-européen. Il répondrait mieux au qualificatif de parti conservateur musulman et présente, dans le paysage d'ensemble du monde musulman contemporain, un visage résolument libéral et moderne.

Europe et tentation néo-ottomane

Le désir de rapprochement avec l'Europe est une constante de la politique turque depuis Mustapha Kémal. Bien sûr, c'est contre les puissances européennes occupantes et les dispositions du traité de Sèvres que s'est créée la République turque en 1923. Mais l'État nouveau institué par Mustapha Kemal, tout nationaliste qu'il fut, a consciemment cherché à décalquer les institutions des grandes démocraties européennes. Et, par la suite, cette orientation n'a cessé de déterminer la posture de la Turquie dans le monde. Sagement neutre durant la Seconde Guerre mondiale, la Turquie a déclaré la guerre à l'Allemagne nazie en février 1945, trois mois à peine avant son effondrement final. Ceci lui a permis de bénéficier de l'aide Marshall, et la guerre froide naissante l'a définitivement ancrée au sein du monde occidental. La doctrine Truman a été proclamée pour faire échec à la poussée soviétique sur les districts de Kars et d'Ardahan, et l'entrée de la Turquie dans l'Otan s'est faite tout naturellement pour mettre en échec les visées de Moscou.

Le souhait de se rapprocher de l'Union européenne en a été, aux yeux des Turcs, le complément naturel. Entamé en 1963, le processus de négociation de la Turquie avec ce qui était alors le marché commun s'est traduit d'abord par un accord d'association, puis par une union douanière en 1996, puis par l'adoption en 2005 d'un « cadre de négociation » destiné à aboutir à l'adhésion de la Turquie à l'Union. Les pourparlers se poursuivent aujourd'hui au ralenti. Dix chapitres de négociations sont ouverts, mais d'autres ont été gelés en décembre 2006 devant le refus du gouvernement turc d'appliquer les dispositions de l'union douanière à la République de Chypre, et de laisser les navires chypriotes relâcher dans les ports turcs.

M. Erdoğan fait de la candidature de la Turquie à l'Union européenne un axe cardinal de l'ensemble de sa politique. C'est cette perspective qui lui permet de mener les réformes nécessaires et d'adapter le dispositif législatif turc aux exigences d'une accession à l'Europe. Ce faisant, il fait reculer la pression des kémalistes : le droit pénal, l'appareil judiciaire, l'exercice des libertés publiques s'europanisent et en s'europanisant se dé-kémalisent.

Mais l'adhésion à l'Union européenne est loin de faire l'unanimité en Turquie comme en Europe. Au sein même de la société

turque de nombreuses résistances se font jour. Elles viennent pour l'essentiel des milieux conservateurs et des militaires kémalistes qui s'inquiètent de perdre des leviers de pouvoir, et de voir progresser une libéralisation qui fait à leurs yeux le lit de l'islamisme. Aussi les difficultés et les lenteurs du processus, si elles exaspèrent à l'évidence M. Erdoğan et ses troupes, satisfont-elles ses adversaires. Ceux-ci restent fidèles à une attitude ultranationaliste sur les sujets délicats comme la question chypriote, la lutte contre les autonomistes kurdes, ou le refus de reconnaître le génocide arménien, tous sujets qui concourent à éloigner l'Europe de la Turquie.

Symétriquement, les Européens qui, depuis quarante ans, ont fait miroiter aux yeux d'Ankara la perspective de l'adhésion, se révèlent très divisés devant la perspective de celle-ci. Les pays du Nord et de l'Est y semblent favorables, la Grande-Bretagne se fait avec ardeur le champion de l'adhésion turque (comme, serait-on tenté de dire, de tout ce qui peut encore davantage diluer l'Europe), la Grèce, dans un souci de réconciliation, s'en fait l'avocate, les autres pays méditerranéens, eux, sont très tièdes. L'opinion et les milieux politiques allemands sont très divisés sur le sujet, mais Mme Merkel ne cache pas qu'elle n'est pas favorable à l'adhésion de la Turquie. Quant à la France, les sondages montrent avec constance que 70 à 80 % des Français y sont hostiles, et M. Sarkozy a toujours proclamé son opposition à l'entrée de la Turquie comme membre à part entière de l'Union, recommandant en contrepartie un « partenariat renforcé » que les Turcs rejettent catégoriquement. Les relations franco-turques connaissent d'ailleurs un regain de tension depuis que le président de la République française a déclaré en juin que les Européens devaient pouvoir compter sur des frontières définies avec certitude, et réitéré son opposition résolue à l'adhésion de la Turquie.

Les difficultés du processus d'adhésion et la nébulosité croissante de la perspective européenne alimentent d'ailleurs un débat nouveau et intéressant sur la politique étrangère de la Turquie. Depuis longtemps déjà un certain nombre d'intellectuels se font en Turquie les avocats d'une approche moins pro-européenne et plus « historique » de la politique étrangère du pays, qui devrait selon eux renouer avec les traditions de la diplomatie ottomane et se tourner davantage vers le Moyen-Orient et le monde arabe, mais aussi l'Asie centrale, où vivent des populations turcophones, et vers la Russie.

Ce courant dit « néo-ottoman » rassemble à la fois des traditionalistes, des militants de l'islam, mais aussi des intellectuels plus libéraux, et nombre de diplomates de la nouvelle génération. Le président de la République, M. Abdullah Gül, s'inscrit clairement dans ce courant. Mais, fait significatif, le porte-drapeau en est M. Ahmet Davutoğlu, qui vient d'être nommé ministre des Affaires étrangères après avoir été pendant sept années le conseiller diplomatique de M. Gül puis de M. Erdoğan. M. Davutoğlu avait théorisé cette orientation dans un ouvrage intitulé *Stratejik Derinlik* (Profondeur stratégique), publié en avril 2001. Il se fait l'avocat d'une diplomatie ambitieuse qui réconcilierait la Turquie tant avec sa géographie qu'avec son héritage historique, et étendrait son influence dans toute l'ancienne aire ottomane, du Caucase aux Balkans, de la mer Noire au golfe Persique, de l'Asie centrale au Proche et au Moyen-Orient.

Cette tentation, qui explique une grande partie de l'activisme dont fait preuve depuis quelques années la diplomatie turque, peut apparaître à bien des égards comme une alternative à l'Europe. Ce soupçon se double d'un malaise qui s'est installé depuis quelques années dans la relation turco-américaine, au point de faire douter de l'irréversibilité de l'ancrage occidental de la Turquie.

Celle-ci constitue pourtant depuis son entrée dans l'Otan en 1952 un partenaire stratégique essentiel des États-Unis. Washington apprécie non seulement le positionnement stratégique de la Turquie, mais aussi la solidité de ses forces armées et de son appareil militaire, les liens qu'Ankara a noués de longue date avec Israël, et qui incluent une coopération militaire renforcée depuis les années quatre-vingt-dix, et les relations confiantes que la diplomatie turque entretient avec des pays-clés du monde arabe – notamment l'Égypte et la Syrie. Mais divers soubresauts issus de l'orientation néo-conservatrice de l'Administration Bush ont mis la relation à rude épreuve et ont pu même faire douter de l'intangibilité de ce lien. Le gouvernement de M. Erdoğan a désapprouvé avec éclat la décision américaine d'envahir l'Irak en mars 2003, et l'Assemblée nationale turque s'est opposée au pré-positionnement des troupes américaines sur le sol turc pour l'intervention en Irak. L'usage de la base d'Incirlik leur a été refusé pour la rotation des troupes participant à l'opération. Il semble que les Américains, qui comptaient sur le soutien de la Turquie, aient sous-estimé la dimension kurde du conflit : Ankara ne pouvait que

s'inquiéter de voir le Kurdistan irakien affirmer son autonomie en échappant définitivement à la menace de Saddam Hussein.

La question arménienne s'est chargée d'envenimer les choses : en effet la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants a adopté en octobre 2007 une résolution qualifiant de génocide le massacre des Arméniens commis en 1915 par le gouvernement ottoman. Le vote de cette résolution a provoqué un tollé en Turquie, où l'opinion publique manifestait déjà, depuis quelques années, des sentiments anti-américains nouveaux, alimentés tant par la guerre d'Irak que par la rhétorique de « guerre contre le terrorisme » utilisée par l'Administration Bush. Les sondages d'opinion, mois après mois, mesuraient ce retournement : en 2003, seules 15 % des personnes interrogées en Turquie déclaraient avoir une bonne opinion des États-Unis, contre 52 % en 2000.

Une synthèse douloureuse

Partagé entre des pulsions contradictoires, l'État s'efforce de concilier les inconciliables, et le corps social turc répugne à procéder à des changements d'orientation déchirants. L'un et l'autre s'attachent à réaliser une synthèse difficile plutôt qu'à opérer des choix radicaux. Il ne s'agit pas de choisir entre le kémalisme et la démocratie musulmane, mais bien de concilier et de faire coexister les deux. De même, la diplomatie turque évitera-t-elle de choisir entre l'Europe et la tentation néo-ottomane, et s'efforcera de combiner les deux dimensions. Enfin, l'aspiration à devenir une puissance régionale et à jouer le rôle « global » auquel aspire M. Davutoğlu peut s'exprimer en harmonie avec l'alliance américaine.

Essoufflé, rendu largement caduc par le développement économique et l'évolution de la société, le kémalisme n'est pas mort pour autant. Il structure toujours les bases des institutions et de la vie politique turques, mais il continue à évoluer et à s'adapter tant bien que mal à la poussée de la démocratie musulmane, que l'AKP installe progressivement au sein de la société turque. Cette mue progressive ne se fait pas sans douleur. La question de la laïcité et celle de la réforme constitutionnelle vont continuer d'occuper le centre de la vie politique dans les années qui viennent. La poussée

de l'AKP va se poursuivre. L'armée veille, sans pour autant vouloir recourir à la force. Les institutions judiciaires arbitrent souvent les choix de société, et elles sont très longtemps restées dominées par les kémalistes. Mais par le jeu progressif des nominations, les partisans de M. Erdoğan commencent à en modifier la coloration : les militaires ne pourront plus autant compter sur elles dans l'avenir.

Les exigences de la vie économique et la poursuite des efforts gouvernementaux pour vaincre les réticences de l'Europe vont continuer de modeler la société, et d'être les vecteurs du changement. Le niveau de vie moyen de la société turque reste encore très inférieur à celui de l'Europe. Mais la croissance économique est réelle : même si la crise frappe aujourd'hui durement l'économie turque, celle-ci a crû en moyenne d'environ 7 % par an depuis le début du XXI^e siècle, et le taux d'inflation a été ramené de 68 à 9 %. L'économie émergente de la Turquie attire les investissements étrangers ; le pays améliore ses infrastructures et dispose d'un système bancaire solide. Les classes moyennes prospèrent, l'éducation se développe, les migrations internes se poursuivent au bénéfice des villes. Le pouvoir accompagne ces mutations et continue de promouvoir un libéralisme économique qui depuis vingt ans a bien réussi à la société.

Simultanément, le dialogue est maintenu avec l'Europe, et le gouvernement continue d'utiliser ce levier pour faire évoluer la société turque. Il a aboli la peine de mort, a assoupli le Code pénal, et, pour entretenir la négociation avec Bruxelles, doit s'attaquer à des chapitres aussi variés que ceux de la fiscalité, de la politique sociale et de l'emploi, de l'environnement et de la concurrence. Mais il lui faudra aussi, s'il ne veut pas risquer le blocage du processus, rechercher des solutions au problème chypriote et éviter que la lutte contre les autonomistes kurdes du PKK ne se fasse au détriment du respect des droits de l'homme.

Ainsi s'esquisse une dialectique complexe dans laquelle il apparaît qu'au lieu d'avoir à choisir entre l'islam et l'Europe, la Turquie va s'efforcer de les concilier. M. Erdoğan ne manque pas une occasion de faire valoir aux Européens que l'Europe gagnerait à s'attacher la Turquie pour enrichir sa relation avec le monde musulman. Il s'efforce pareillement de démontrer à ses électeurs que plus d'Europe bénéficie à la société turque. En même temps, en adaptant les institutions turques aux critères définis par Bruxelles, il fait reculer les militaires, ajuste à la marge la laïcité, et accentue le recul du kémalisme. Il récuse

le qualificatif d'islamiste, et fait valoir que son parti incarne les grandes valeurs de la démocratie comme de la religion musulmane et prône un système conservateur teinté de religiosité, à l'instar du Parti républicain aux États-Unis, auquel il aime à comparer l'AKP.

Son discours est habile, et mesuré. Il ne parvient pas toutefois à dissiper les inquiétudes que nourrissent à son endroit les tenants du kémalisme et la bourgeoisie évoluée et occidentalisée des villes. Ceux-ci s'inquiètent en effet du risque d'islamisation rampante de la société turque, et soupçonnent M. Erdoğan de nourrir un « agenda caché » qui ne serait rien moins que le projet d'islamiser la société sous couvert de favoriser son progrès économique et social au contact du monde. Seul l'avenir pourra apporter la réponse. Le rythme du développement économique et le sort qui sera finalement réservé à la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne seront déterminants.

Le même souci de syncrétisme caractérise la politique étrangère de M. Erdoğan et de M. Gül. Il ne s'agit pas non plus de choisir entre la candidature européenne et la dimension néo-ottomane, mais bien de les combiner pour mener, tous azimuts, une politique étrangère ambitieuse, digne d'un pays de près de quatre-vingts millions d'habitants situé à la jonction de trois continents.

La demande d'adhésion à l'Union européenne demeure, malgré ses vicissitudes, l'axe principal de la politique étrangère du gouvernement de M. Erdoğan. Il entend continuer de la soutenir avec persévérance et patience. Le Premier ministre n'hésite pas à hausser le ton lorsque les obstacles se dressent sur sa route : les relations franco-turques en souffrent, et M. Erdoğan, en réaction aux propos de M. Sarkozy, a été à deux doigts d'annuler la Saison de la Turquie en France, qui, à compter du mois de juillet 2009, doit marquer l'importance, le caractère historique et la densité des relations culturelles entre les deux pays. Il maintient aussi à distance les entreprises françaises des marchés publics et des marchés d'armement, afin d'utiliser les relations économiques comme moyen de pression sur Paris.

Mais M. Erdoğan sait aussi qu'il lui faut œuvrer à l'amélioration des relations avec ceux de ses voisins qui importent à l'Europe. Il s'est ainsi attaché à faire progresser la relation avec la Grèce, comme s'il souhaitait la récompenser de militer pour l'adhésion de la Turquie. M. Costas Caramanlis a ainsi effectué en janvier 2008 la première visite à Ankara depuis cinquante ans d'un Premier ministre grec, et

les deux pays s'attachent à trouver une solution à leurs différends territoriaux en mer Égée, à la question des droits des Grecs orthodoxes en Turquie, et à la résolution de la question chypriote. Vieille de trente-cinq ans, cette dernière reste en effet un obstacle important à l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Celle-ci n'aurait sûrement jamais dû admettre en son sein une République de Chypre amputée de sa partie turque. L'échec du référendum de 2004, rejeté par les Chypriotes grecs, a conduit Ankara à refuser à la République de Chypre le bénéfice des dispositions de l'union douanière. La question reste en suspens, et son issue dépendra des pourparlers intercommunautaires qui ont repris en 2009 avec les encouragements du Conseil de sécurité des Nations unies, dont la Turquie fait cette année partie en tant que membre non permanent.

Parallèlement à ces efforts européens, la Turquie déploie dans l'ancien espace ottoman une diplomatie ambitieuse et habile.

Mettant en œuvre le premier des principes exposés par M. Davutoğlu (« pas de conflit avec les voisins »), la Turquie a entrepris de se rapprocher de l'Irak, de la Syrie, et de manière plus significative encore de l'Arménie.

Ankara semble s'attacher depuis l'automne 2008 à une normalisation des relations turco-arméniennes : le président Gül a effectué le 6 septembre une visite historique à Erevan à l'occasion d'un match de football entre les deux équipes nationales, et les représentants des deux pays ont noué en Suisse un dialogue qui a abouti le 22 avril dernier à une déclaration publique tripartite (Turquie, Arménie, Suisse) annonçant des « perspectives positives » et l'établissement d'une feuille de route pour la poursuite des pourparlers. La tâche n'est pas aisée. Il faudra en effet trouver des solutions aux problèmes de la mémoire du génocide arménien, dont la Turquie s'obstine à contester la matérialité, et au conflit du Haut-Karabakh qui oppose toujours l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, à l'Arménie.

Avec l'Irak, le gouvernement turc a tenu à renforcer sa collaboration, non seulement avec le gouvernement central, mais avec les autorités du Kurdistan autonome. Première visite à Bagdad d'un président turc depuis trente-trois ans, le président Gül s'est rendu en Irak les 23 et 24 mars 2009 pour obtenir l'appui du président Talabani et de M. Barzani dans la lutte d'Ankara contre le PKK et le terrorisme kurde. Inquiète des perspectives du retrait des troupes américaines,

la Turquie souhaite jouer un rôle en Irak et s'assurer du respect de l'intégrité du pays pour éviter de voir apparaître à ses frontières un Kurdistan indépendant qui pourrait menacer à terme l'unité de la nation turque.

La diplomatie turque s'attache aussi à jouer un rôle d'*honest broker* dans les affaires du Proche-Orient et le conflit israélo-palestinien. Ankara entretient avec Israël, de longue date, une relation confiante qui lui permet aussi de faire entendre ses désaccords. La Turquie a ainsi violemment critiqué, en décembre dernier, la violence de l'intervention israélienne à Gaza. Tout en ménageant l'Égypte, qui joue dans ce domaine un rôle particulier, la diplomatie turque s'attache à favoriser la réconciliation inter-palestinienne sans laquelle aucun progrès ne lui paraît possible. Les contacts qu'elle entretient avec le Hamas constituent un atout qu'elle entend mettre à profit. Mais surtout la Turquie s'attache à renouer les fils du dialogue entre Israël et la Syrie, interrompus depuis de longues années. Le président Gül s'est ainsi rendu à Damas du 15 au 18 mai 2009 et a obtenu de M. Bachar al-Asad de pouvoir dire aux Israéliens que la Syrie serait disposée à renouer les négociations lorsqu'ils seraient eux-mêmes prêts. En même temps, Ankara a reçu en avril 2009 la visite du président libanais Michel Sleimane (première visite d'un président libanais à Ankara depuis 1950), et lui a prodigué ses encouragements pour desserrer l'emprise du Hezbollah. Il est clair qu'à travers ces initiatives convergentes la Turquie entend d'une part se poser en acteur incontournable du jeu moyen-oriental, et tenir en respect l'Iran en affaiblissant les liens de Damas, du Hezbollah et du Hamas avec Téhéran.

Mais le triumvirat Gül-Erdoğan-Davutoğlu n'a garde d'oublier que l'espace ottoman inclut aussi le Caucase et l'Asie centrale. Sans aucunement se laisser griser par des relents du rêve pan-touranien qui inspira jadis Enver et les Jeunes-Turcs dans leur tentative de rassembler les populations turcomanes d'Asie dans le sillage de la Turquie, il s'efforce de promouvoir une approche pragmatique visant à développer les échanges commerciaux à travers une organisation de coopération économique composée de dix pays musulmans d'Asie, et un sommet regroupant autour de la Turquie les pays turcophones de l'ancienne Union soviétique. Avec la Russie, la Turquie entretient des relations particulièrement circonspectes. Elle privilégie le développement des relations commerciales, et s'approvisionne en gaz

russe, depuis 2003, *via* le gazoduc Blue Stream. Cette relation n'est pas pour autant exclusive : c'est ainsi que le président Gül s'est rendu en Bulgarie en avril dernier pour participer à un sommet gazier, à l'occasion duquel il a proclamé sa volonté de conclure le projet de construction du gazoduc Nabucco, qui doit relier les ressources de la mer Caspienne à l'Europe centrale *via* la Turquie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche, offrant ainsi à l'Europe une alternative au gaz russe. Ces priorités expliquent sans doute pourquoi la Turquie a fait preuve lors de la crise géorgienne d'août 2008 d'une discrétion très remarquée.

Il est donc clair, à examiner attentivement ces initiatives récentes, que la diplomatie turque déploie ses ailes néo-ottomanes avec l'ambition de se poser en puissance régionale et en partenaire incontournable des grandes puissances. Dans l'esprit de ses promoteurs cette politique étrangère entreprenante ne constitue pas une alternative, mais bien un complément, à sa dimension européenne : elle est destinée au moins autant à démontrer aux Européens l'intérêt de s'associer à une puissance capable d'un tel entregent diplomatique qu'à installer une deuxième corde à son arc. Elle est destinée aussi à retenir l'attention des États-Unis et à confirmer le statut de la Turquie comme un partenaire stratégique essentiel de Washington.

Les remous suscités depuis 2003 par la guerre d'Irak, par l'activisme des *lobbies* arméniens au Congrès des États-Unis, et par la raideur idéologique de l'Administration Bush ne doivent pas masquer une réalité qui demeure fondamentale : la Turquie reste attachée à l'alliance et au partenariat avec les États-Unis, et son ancrage dans le monde occidental n'est aucunement remis en cause.

L'alliance turco-américaine, si solide qu'elle soit, avait déjà à diverses reprises été mise à l'épreuve. Les gouvernements turcs successifs avaient ainsi utilisé leur droit de veto sur l'usage par les Américains de la base d'Incirlik pour marquer leur désaccord avec la politique de Washington : en 1973, par exemple, à l'occasion de la guerre israélo-arabe, ou en 1979 au moment de la révolution islamiste en Iran, accueillie avec une inquiétude et une prudence extrêmes à Ankara. Mais il ne s'agissait là que de froncements de sourcils passagers. La vive tension qui s'est manifestée en 2003 entre la Turquie et les États-Unis était autrement sérieuse, et d'une tout autre nature. Profondément inquiète de la politique suivie par l'Admi-

nistration Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la Turquie a entendu marquer son opposition à la guerre d'Irak, à ses yeux lourde de dangers. Sur le plan global, d'abord, l'opinion et les autorités turques voyaient avec angoisse les États-Unis s'engager dans un conflit avec le monde musulman qui dépassait les frontières de l'Irak et la rhétorique sur le « Greater Middle East » et « la guerre contre le terrorisme ». Mais en outre, sur un plan de sécurité nationale, les Turcs s'accommodaient fort bien de Saddam Hussein, qui avait à leurs yeux le mérite de contrer les velléités autonomistes ou indépendantistes des Kurdes d'Irak. Le renversement de Saddam ne pouvait qu'encourager celles-ci, et rendre de ce fait plus difficile la lutte contre le PKK et les activités terroristes kurdes en Turquie.

Cette tension, dont on a vu qu'elle se nourrissait aussi de l'activisme du Congrès américain sur l'Arménie, ne pouvait s'installer durablement sans devenir dangereuse ; aussi Ankara et Washington se sont-ils attachés dès 2007 à renouer le dialogue. M. Erdoğan s'est rendu à Washington en novembre 2007, et le président Gül en janvier 2008. Les Turcs ont obtenu la bénédiction de Washington pour mener des opérations militaires dans la partie kurde de l'Irak contre les sanctuaires du PKK. Ils ont surtout obtenu que l'Administration Bush, pourtant à son crépuscule, convainque la Chambre des représentants de ne pas voter en assemblée plénière la résolution sur le génocide arménien. En contrepartie les Turcs se sont engagés à participer aux opérations alliées en Afghanistan, où ils maintiennent aujourd'hui un contingent de près de 900 hommes. L'horizon s'est ainsi éclairci dès les derniers mois de l'Administration Bush.

Mais il appartenait au président Obama de rétablir le beau fixe dans la relation entre les deux pays. Son élection avait suscité dans l'opinion turque le même engouement que dans l'ensemble du monde occidental. Dès les premiers mois, la nouvelle Administration démocrate avait su multiplier les gestes destinés à séduire l'ensemble de la classe politique et de l'opinion publique turques. La visite effectuée à Ankara les 6 et 7 avril 2009 par le président Obama a été très soigneusement préparée à Washington, et s'est révélée triomphale. M. Obama a judicieusement choisi la Turquie pour une première visite officielle dans un pays musulman. C'est Ankara qu'il a choisi pour marquer, dans un propos très bien calibré, une rupture totale avec l'ère Bush (« Les États-Unis ne sont pas en guerre contre

le monde musulman ») et une approche nouvelle, réfléchie, conciliante du monde musulman. Il a tenu à voir toutes les composantes politiques turques, à s'adresser à l'Assemblée nationale, à ménager l'opinion publique laïque en parlant d'un pays « à majorité musulmane », et en évitant soigneusement d'utiliser l'expression taboue d'« islam modéré ». Chaleureux à l'égard des autorités et du parti au pouvoir, il a aussi rendu hommage à l'héritage kémaliste en visitant le mausolée d'Atatürk. Enfin, sans jamais prononcer le mot « génocide », il a su très habilement rapprocher le sort des Indiens d'Amérique de celui des Arméniens en exhortant les États-Unis comme la Turquie à effectuer le travail de mémoire nécessaire à une réconciliation avec leur passé.

Encore faut-il ajouter que le président Obama, dès sa visite à Prague à l'occasion du sommet Europe-États-Unis au mois d'avril, s'était prononcé avec chaleur en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne – au risque de susciter des réactions mitigées en Europe et une vive réplique du président Sarkozy.

La Turquie va donc continuer d'avancer sans s'embarrasser des contradictions apparentes de sa démarche. Avec la constance et la pugnacité qui le caractérisent, M. Erdoğan va s'efforcer de faire progresser de pair candidature à l'Europe et islamisation douce de la société, partenariat avec les États-Unis et diplomatie active au Moyen-Orient, en même temps que la modernisation économique du pays. Le chemin est malaisé, et il est loin d'être sûr qu'il parvienne à forcer la porte de l'Europe, ni que celle-ci s'accorde pour l'accueillir. Mais la Turquie, en progressant, s'affirme, et a retrouvé fierté et ambition. Sa puissance nouvelle va se faire sentir dans les années qui viennent, et sa voix va compter.

■ François Bujon de l'Estang, membre du comité de rédaction de la *Revue des Deux Mondes*, est ambassadeur de France. Il a été notamment conseiller diplomatique du Premier ministre de 1986 à 1988, ambassadeur au Canada de 1989 à 1991 et aux États-Unis de 1995 à 2002. Il est aujourd'hui président d'une grande banque américaine en France.